

L'incompétence, l'impuissance et l'amateurisme de la bureaucratie européenne



Une des contradictions de la bureaucratie européenne, en conformité avec ce qu'on sait de la nature humaine est qu'elle est perpétuellement partagée entre son désir de paraître, son inaction irresponsable, son désir de ne rien faire qui porte préjudice à sa carrière et son refus déterminé de toute responsabilité.

Libertarisme et irresponsabilité sont les deux aspects d'une même réalité, qui refuse toute notion de devoir, de contrainte et d'obligation de rendre des comptes aux peuples de l'Union Européenne.

La bureaucratie européenne, c'est le refus de choisir la meilleure voie, entre les rêves généreux avec l'argent des autres de « *l'ultra-droitdel'hommisme* » de la CEDH, c'est-à-dire la bureaucratie insigne de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, et la réalité qui exige des mesures immédiates et de nature autoritaire.

La bureaucratie européenne, c'est le refus de la

responsabilité de chacun de ses membres, qui ne pense qu'à protéger son poste et sa rente de situation, le refus de devoir décider et de devoir agir par soi-même. La politique de l'angélisme compassionnel, diffusé sur toutes les télévisions, pour encourager les activistes-militants de l'immigrationnisme forcené de la bureaucratie européenne, est destinée à tromper les peuples.

La seule responsabilité de chacun des membres de la bureaucratie européenne est de continuer de bénéficier des rentes de situation, du beurre et de l'argent du beurre, cela selon les règles de l'assistance de l'État-Providence, et surtout de la notion de « *liberté irresponsable* », très anti-élitiste de la république socialiste.

La responsabilité politique relève de la liberté de choix qui confère un pouvoir politique afin de décider de l'action pour « *changer les faits et créer une autre réalité* » plus supportable. Mais, bien au contraire, chacun des membres de la bureaucratie européenne rejette sa responsabilité, pour se dissimuler dans le groupe, qui décide de manière irresponsable, selon les règles du juste milieu et de la « *décision moyenne* » inconséquente.

Aucun politicien ne souhaite réprimer la satisfaction de tous ses désirs, ni son pouvoir sur les gens et sur son destin politique. Au cours de l'évolution dans la carrière, les hommes politiques ont toujours voulu accroître leur « *liberté de ne rien faire* » et réduire leurs responsabilités, tout en bénéficiant de manière indue des rentes de situation. Ils ont toujours voulu tourner les difficultés politiques à leur avantage et éviter de subir les conséquences indésirables de leur médiocrité, ouvertement perceptible dans les actes l'UE-CEDH.

Au fil des années, les politiciens ont appris, grâce au laxisme général de la bureaucratie européenne, à ne pas assumer de responsabilité personnelle et les conséquences éventuelles de la culpabilité individuelle.

Planqués dans les commissions de l'UE-CEDH, ils essaient toujours de convaincre qu'ils ne sont pas responsables de

leurs décisions politiques. C'est pourquoi, ils tentent de minimiser leur part de responsabilité devant les conséquences politiques de leurs actes, destinés à encourager l'immigrationnisme forcené.

Dans un tel contexte de « *liberté irresponsable* », la bureaucratie européenne est devenue aujourd'hui une institution politique et sociale dangereuse. C'est pourquoi les politiciens tentent d'échapper à la culpabilité en faisant de leur conduite politique une affaire relevant non plus de la loi générale, mais de l'UE-CEDH. Et ils s'imaginent pouvoir ainsi « *profiter de l'indulgence* » des électeurs nationaux, toujours plus mystifiés.

Aujourd'hui, la conduite irresponsable de la bureaucratie européenne veut se dissimuler prudemment derrière le jugement et surtout derrière l'approbation des experts. C'est pourquoi, l'avis des commissions d'experts irresponsables dans de nombreuses décisions politiques, est placé au-dessus de toute critique. La population du monde, et son avenir vital, deviennent alors une « *simple affaire d'experts irresponsables* » .

Malgré cela, le recul des idéologies socialo-populistes, en vue d'imposer aux peuples une conception particulière du bonheur, grâce à une victoire décisive sur le capitalisme, montre que la conduite irresponsable de la bureaucratie européenne est incapable de soulager les souffrances du plus grand nombre, grâce à une politique décisive pour guérir l'humanité de la peste de « *l'ultra-droitdel'hommisme* » de l'UE-CEDH.

L'immigrationnisme forcené de la bureaucratie européenne, selon les règles de l'assistance de l'État-Providence, et surtout de la notion de « *liberté irresponsable* », très anti-élitiste de la république socialiste, est la cause suprême de tous les malheurs des peuples, grâce à un amour infini pour toutes les misères humaines.

Seule la victoire définitive des peuples, contre la tyrannie idéologique de la bureaucratie européenne, apparaît comme la solution souveraine pour l'extinction d'une effroyable

« *dictature politique irresponsable* » . La peste de « *l'ultra-droitdel'hommisme* » de l'UE-CEDH, qui s'est acquis un pouvoir hégémonique incontesté, est devenue la source de toutes les contraintes dans le domaine politique, économique et social. C'est pourquoi, la bureaucratie européenne est devenue l'une des plus grandes causes des souffrances des peuples.

L'UE-CEDH, qui aurait dû rester l'alliée des peuples européens, est devenue leur pire ennemie, par les excès idéologiques, dans le domaine politique, des activistes de « *l'ultra-droitdel'hommisme* » mondialiste.

Les institutions de l'UE-CEDH, et les principes éthiques qu'elles devraient refléter, ont privé tous les citoyens de l'autorité morale et politique, et de tout pouvoir sur ces activistes, qui désirent imposer leur loi « *contre les peuples* » . Aucun politicien ne remet en cause la réalité des méfaits de « *l'ultra-droitdel'hommisme* » mondialiste et de la souffrance des peuples. Pourtant, chacun reconnaît comme illégitime la détresse morale des peuples issue des décisions irresponsables des institutions de l'UE-CEDH, infiltrées par les activistes de « *l'ultra-droitdel'hommisme* » mondialiste. Malgré cela, aucun politicien sensé, si tant est que ce soit une qualité vraiment envisageable, pas plus que l'autorité légale nationale et l'autorité juridique, moins que toute autre, ne peut soutenir que cet état de choses justifie l'irresponsabilité et l'imposition, par la contrainte, des lois de l'UE.

En conséquence, les citoyens peuvent légitimement penser qu'aucune souffrance arbitrairement imposée aux peuples, qu'elle soit provoquée par une bureaucratie européenne irresponsable et incapable, ou par une soi-disant autorité des traités, ne saurait être un prétexte suffisant pour priver les citoyens de leur liberté politique et de leur responsabilité. La seule alternative à une bureaucratie européenne irresponsable et incapable, qui se gave sous la mascarade du parlementarisme bourgeois, nommé arbitrairement « *démocratie ripublicaine* » , ne peut naître que grâce à l'intervention déterminée de la force politique des peuples.

La révolte des peuples est justifiée par la mise en cause de leur existence vitale par les institutions de l'UE-CEDH, contraire à l'idéal européen des pères fondateurs, et à l'éthique de la démocratie des peuples.

Thierry Michaud-Nérard